



Demande d'allocation du Fonds d'assurance mutuelle différentielle d'aide au retour à l'emploi des députés (FAMDRE)

Direction des Politiques Sociales
Etablissement Angers-Paris

Le FAMDRE permet aux anciens députés de bénéficier d'une allocation gérée et servie par la Caisse des Dépôts.

Les conditions d'éligibilité à ce fonds sont fixées par la réglementation arrêtée par les Questeurs, présentée dans la fiche ci-jointe.

Toute demande d'allocation doit être expédiée dans les six mois suivant la fin du mandat de député.

Demande à adresser :

Par mail :

drs-famdre@caissedesdepots.fr

Par courrier :

**Caisse des dépôts
FAMDRE – PAG610
2 avenue Pierre Mendès France
75914 PARIS CEDEX 13**

Je soussigné(e), M(me).....

Ancien(ne) député(e) de

Date et cause de la fin de mandat :

Demeurant :

.....

.....

Téléphone Adresse électronique

Ai l'honneur de vous demander de procéder à la liquidation de mes droits à l'allocation différentielle de retour à l'emploi versée par le FAMDRE.

Je certifie que ma situation personnelle actuelle est l'une des suivantes : (cocher la case correspondante)

- Je suis sans aucune activité professionnelle et en recherche d'emploi.
- Je suis fonctionnaire en disponibilité, faute d'emploi vacant à la suite de ma demande de réintégration.
- J'ai demandé ma réintégration dans mon emploi d'origine dans un délai de deux mois et ne perçois aucune rémunération.

Je m'engage à informer la Caisse des dépôts en cas d'évolution de ma situation personnelle, notamment de toute reprise d'activité professionnelle et des revenus correspondants, avant le 10 de chaque mois.

Important : les évolutions de revenus susceptibles d'intervenir pendant la période de versement de votre allocation pourront donner lieu, le cas échéant, à une régularisation du montant de l'allocation.

Je demande pendant la durée de bénéfice du FAMDRE : (cocher la ou les cases correspondantes)

- à demeurer affilié au Fonds de sécurité sociale des députés et anciens députés ainsi qu'à l'assurance complémentaire santé ; j'autorise la Caisse des dépôts à précompter sur mon allocation les cotisations correspondantes ;
- à acquérir des droits auprès de la Caisse de pensions des députés et anciens députés ; j'autorise la Caisse des dépôts à précompter sur mon allocation les cotisations correspondantes ; je m'engage à ne pas cotiser, en raison de l'exercice d'une activité professionnelle, salariée ou non, à un autre régime de retraite.

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis.

J'annexe à la présente demande les pièces nécessaires à la constitution de mon dossier. Je joins à ma demande une copie de ma pièce d'identité en cours de validité et un RIB à mon nom.

Je déclare avoir pris connaissance de l'article 441-7 du code pénal rappelé ci-après.

Fait à :

le :

Signature :

En application de l'article 441-7 du code pénal, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts, de falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère, de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines seront portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue d'apporter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique par la Caisse des Dépôts et consignations en qualité de responsable de traitement (ci-après désignée « Caisse des Dépôts »). Les données collectées ont pour finalité la gestion des retraites, des allocations et des prestations. Elles ne seront transmises qu'aux personnes habilitées de ou par la Caisse des Dépôts ou à des tiers légalement autorisés. Les informations recueillies qui seraient signalées avec un astérisque sont obligatoires pour permettre le traitement de votre dossier. Conformément à la réglementation Informatique et libertés vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données vous concernant et d'un droit à la limitation du traitement de vos données ainsi que du droit de faire parvenir à la Caisse des Dépôts des directives spéciales relatives au sort de vos données après votre décès. Pour exercer vos droits Informatique et libertés, vous pouvez vous adresser à mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr ou par écrit à l'adresse suivante ; Caisse des Dépôts - Données personnelles - Etablissement de Bordeaux 5, rue du Vergne 33059 Bordeaux Cedex, et d'y joindre toute pièce permettant de justifier votre identité et votre demande.

Nous vous invitons à consulter notre Politique de protection des données à caractère personnel à l'adresse suivante : <https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/content/dcp>

Si vous avez des questions concernant l'utilisation de vos Données à Caractère Personnel par la Caisse des Dépôts, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données (DPO) en remplissant le formulaire de contact à l'adresse <https://www.caissedesdepots.fr/protection-des-donnees-personnelles>